

Que retenir de cette enquête ?

- Les professionnels libéraux font montre d'**une inquiétude importante et grandissante** concernant leur activité.
- Ils estiment n'être que **trop marginalement présents dans le débat public**, espérant avoir l'opportunité de défendre les **réformes qu'ils encouragent de leurs vœux : moins de charges**, notamment celles pesant exclusivement sur les professions libérales, et **une simplification des démarches administratives** qui aujourd'hui les paralysent parfois.
- Ces mesures s'avèrent d'autant plus importantes à leurs yeux qu'elles constituent un réel **prisme par lequel les professionnels libéraux indiquent lire les programmes et choisir le candidat pour lequel ils voteront en 2017.**
- Dans un climat de défiance vis-à-vis du politique, une majorité relative de professionnels libéraux affiche sa **confiance dans la formation « Les Républicains »**, et plus particulièrement envers son candidat, sorti vainqueur de la Primaire de la droite et du centre, **François Fillon**. Dans une moindre mesure, **Emmanuel Macron** arrive parmi les trois responsables politiques en qui les professionnels libéraux déclarent avoir le plus confiance, très loin devant **François Hollande**.

Dans le détail...

En toile de fond, l'inquiétude croissante des professionnels libéraux concernant l'avenir de leur activité

- Confiants pour l'avenir ? Absolument pas : ce sont **près de 4 professionnels libéraux sur 5 (79%) qui se disent inquiets concernant l'avenir de leur activité libérale**, voire même « très inquiets » pour 1/3 d'entre eux. Une situation nouvelle ? Non, car cette inquiétude était déjà présente parmi les professionnels libéraux depuis plusieurs années¹, mais **une tendance qui empire avec le temps** : elle a augmenté de 10 points en un peu moins de 3 ans. Notons que l'inquiétude s'avère particulièrement diffuse parmi les professionnels libéraux de sexe féminin (82%), ceux exerçant un métier juridique (86%) et ceux dans une structure comprenant plusieurs personnes (81%). Une lecture de ces chiffres par le prisme de l'analyse politique révèle une inquiétude particulièrement partagée par les libéraux proches de la droite et du centre (83%) et plus encore parmi les proches du Front National (92%).

Les professionnels libéraux s'estiment peu pris en compte par les différents candidats à l'élection présidentielle, alors même qu'ils appellent de leurs vœux la diminution des charges et la simplification des démarches administratives, des motivations de vote importantes à leurs yeux...

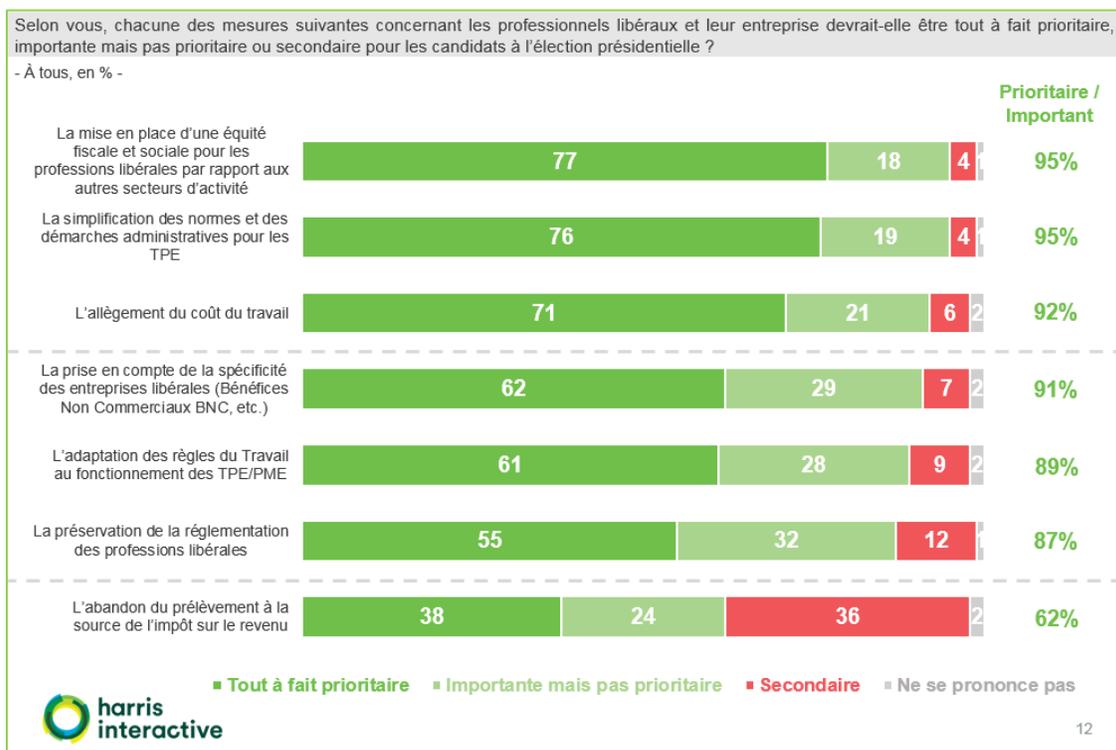
- Comment expliquer cette importante inquiétude ? A n'en pas douter, de nombreux facteurs pèsent et entretiennent cette situation. **Lorsque les professionnels libéraux sont interrogés spontanément sur les mots qu'ils associent à l'élection présidentielle, est souvent évoqué le poids des « charges » qui pèsent sur leur activité professionnelle.** Cette préoccupation peut également prendre d'autres formes (« impôts », « fiscalité », « taxes ») et répond à **un souhait général d'une liberté et indépendance plus importantes**, avec moins de « contraintes administratives » notamment. Notons que ces préoccupations étaient déjà évoquées en 2014. En mineur, sont également soulevées les thématiques des **retraites**, de la **santé**, du **chômage** et de **l'éducation**.

▪

¹ Notamment en 2014 : http://harris-interactive.fr/opinion_polls/consultation-aupres-des-professions-liberales-dans-la-perspective-des-elections-municipales-de-mars-2014/

de celles exprimées dans le cadre d'un scrutin national), apparaît plus encore essentiel aux yeux des sympathisants « Les Républicains » (92%).

- Insatisfaits du *statu quo*, les professionnels libéraux jugent toutes les mesures testées « importantes » (entre 62% et 95% s'expriment dans ce sens), mais en distinguent certaines particulièrement prioritaires. Parmi ces mesures dont ils attendent qu'elles soient portées en priorité par les candidats à l'élection présidentielle, la mise en place d'une équité fiscale et sociale entre professions libérales et autres secteurs (77% « tout à fait prioritaire »), la simplification des normes et des démarches administratives (76%) et dans une moindre mesure l'allègement du coût du travail (71%). Notons que ces deux dernières mesures s'avèrent particulièrement portées par les libéraux exerçant dans des cabinets comportant plusieurs collaborateurs (respectivement 79% et 76%). A l'opposé, l'abandon du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est jugé moins prioritaire que les autres mesures (38%), bien que les professions juridiques (49%) et les structures comportant plusieurs personnes (41%) y montrent un attachement plus important.



François Fillon émerge comme le seul candidat à l'élection présidentielle bénéficiant de la confiance d'une majorité d'entre eux, devant Emmanuel Macron

- Dans la situation d'inquiétude désormais connue, et avec des attentes importantes à l'égard du vainqueur de la prochaine élection présidentielle, quel parti pour porter leurs attentes et améliorer leurs conditions d'exercice ? Tout d'abord, notons qu'un tiers des professionnels libéraux interrogés ne fait confiance à aucune formation politique parmi la liste leur étant proposée, un scepticisme vis-à-vis de l'action politique qui n'est pas propre aux professionnels libéraux. Mis à part ces répondants, les professionnels libéraux font avant tout confiance à la formation « **Les Républicains** » (37%, et même 46% parmi les 65 ans et plus), et dans une moindre mesure à « **En Marche** », le mouvement lancé en avril dernier par l'alors Ministre de l'Economie Emmanuel Macron (10%, et même 15% auprès des libéraux optimistes pour l'avenir de leur activité). **Toutes les autres formations politiques ne sont sélectionnées que par une minorité de professionnels libéraux** : 4% MoDem, 4% UDI, 4% FN, 2% Parti socialiste, 2% Debout la France, 1% Front de Gauche et 1% Europe Ecologie Les Verts.

